



*Date de dépôt : 19 mai 2026*

## **Rapport**

**de la commission des affaires sociales chargée d'étudier la proposition de motion de Alessandra Oriolo, Frédérique Perler, Marjorie de Chastonay, Pierre Eckert, Dilara Bayrak, Jean Rossiaud, Boris Calame, Yves de Matteis, Adrienne Sordet, Jocelyne Haller : Soutenir l'aide alimentaire pour répondre à l'urgence sociale**

*Rapport de Sylvain Thévoz (page 4)*

## **Proposition de motion (2636-B)**

### **Soutenir l'aide alimentaire pour répondre à l'urgence sociale**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- que la constitution genevoise prévoit le droit à la dignité (art. 14), à l'égalité (art. 15), au droit à la vie et à l'intégrité (art. 18) et les droits de l'enfant (art. 23) ;
- que l'Etat est le garant de la cohésion sociale et qu'il doit assurer à celles et ceux qui se trouvent dans la détresse matérielle et morale des conditions d'existence conformes à la dignité humaine au sens de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle (LIASI) (art. 1, al. 2 et 3) ;
- que l'Etat doit protéger les personnes qui vivent dans la précarité et leur permettre un accès aux biens de première nécessité ;
- que de nombreuses associations se font le relai de cette mission en distribuant des biens de première nécessité aux personnes en situation précaire ;
- que l'Etat se doit de soutenir ces associations qui réalisent une mission qui lui incombe ;
- qu'en pleine pandémie de COVID-19 et face à la crise économique, les besoins en matière d'aide alimentaire vont nettement augmenter,

invite le Conseil d'Etat

- à autoriser systématiquement et de manière pérenne les associations à effectuer des distributions de produits de première nécessité dans l'espace public, en coordination avec les services municipaux concernés et dans le respect des procédures et prescriptions sanitaires en vigueur ;
- à informer la police cantonale de cette décision, afin qu'elle cesse d'entraver la distribution d'aide alimentaire comme cela a été récemment le cas ;
- à créer rapidement un mécanisme financier cantonal et intercommunal pérenne pour l'aide alimentaire, dont les modalités seront discutées avec la Confédération, l'Association des communes genevoises (ACG) et la Ville de Genève ;

- à répartir la manne financière en concertation avec les acteurs concernés afin que :
  - a) une cartographie complète de l'ensemble des associations, structures de quartier et autres acteurs ayant mis en place un type d'aide alimentaire soit établie et que ceux-ci soient inclus dans la répartition de ce mécanisme ;
  - b) une attention particulière soit donnée aux types de bénéficiaires sensibles les plus durement touchés par la crise : travailleurs et travailleuses du sexe, travailleurs et travailleuses au noir/gris, personnes sans statut légal, personnes sans papiers, personnes victimes d'addiction, etc. ;
  - c) un lien avec les producteurs et productrices et les acteurs et actrices genevois soit établi dans l'optique de l'approvisionnement de leurs produits envers les associations et structures actives dans l'aide alimentaire dans le canton de Genève.

## Rapport de Sylvain Thévoz

La M 2636-A *Soutenir l'aide alimentaire pour répondre à l'urgence sociale* a été traitée en 4 séances le 20 mai 2025 et les 17 mars, 31 mars et 21 avril 2026, sous les présidences de M<sup>me</sup> Ana Roch et M<sup>me</sup> Natacha Buffet-Desfayes. La commission a entendu le département ainsi que l'association Ma-Terre. Pour rappel, le 31 mai 2024, le Grand Conseil avait décidé de renvoyer la M 2636-A à la commission des affaires sociales, afin de faire le lien avec la mise en œuvre du droit à l'alimentation, qui avait fait l'objet d'une votation populaire le 18 juin 2023, votation acceptée par le peuple à 67,6%. La motion, M 2636 avait été traitée auparavant par la commission des affaires sociales entre janvier et mars 2021. Malgré des amendements, celle-ci avait été refusée par la commission des affaires sociales en mars 2022 puis était restée à l'ordre du jour du Grand Conseil avant son renvoi à la commission des affaires sociales.

Arrivée au terme de ses travaux, la commission n'a pas soutenu le renvoi de la M 2636-A au Conseil d'Etat (0 oui, 15 non (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG) et 0 abstention), estimant que le travail parlementaire doit désormais porter sur le projet de loi que le Conseil d'Etat prévoit de déposer à l'automne 2026. Nous remercions la secrétaire scientifique, M<sup>me</sup> Nadia Salama, et les procès-verbalistes, M. Anthony Chenevard et M<sup>me</sup> Lisa Scussel, pour l'excellence de leur travail.

## Introduction

Le droit à l'alimentation est une thématique qui a déjà été traitée par le Grand Conseil il y a un certain nombre d'années, en particulier dans le cadre de la crise du covid. Des travaux avaient été menés à cette époque-là pour répondre aux enjeux de la précarité liés à la crise sanitaire. Pour rappel, la proposition de loi constitutionnelle pour un droit à l'alimentation constitue désormais l'article 38A de la constitution cantonale, formulé comme suit : *Le droit à l'alimentation est garanti. Toute personne a droit à une alimentation adéquate, ainsi qu'à être à l'abri de la faim.*

Pour rappel, à l'échelle de la Suisse, aucun autre canton n'a légiféré sur le droit à l'alimentation et, même à l'échelle européenne, seuls quelques gouvernements ou villes ont introduit des dispositions relatives au droit à l'alimentation dans leur législation. Sur la base de cette votation, largement plébiscitée, le Conseil d'Etat nouvellement élu en 2023 en a fait un objectif stratégique et politique, définissant la mise en œuvre du droit à l'alimentation comme l'objectif 1.4 de son programme de législature. Ce programme détaille

ce qui est entendu par le Conseil d'Etat en matière de droit à l'alimentation : un droit portant autant sur des aspects de qualité alimentaire, de production, de saisonnalité des produits que sur la distribution et la consommation, notamment au niveau de la restauration collective.

### **Un avant-projet concrétisant le droit à l'alimentation soumis à consultation**

Le département a élaboré un avant-projet de loi qui a fait l'objet d'une consultation publique, organisée entre le 7 octobre 2025 et le 15 janvier 2026, laquelle a suscité un intérêt important avec plus de 200 participants et 42 prises de position formelles d'entités. Il y a eu également des consultations ciblées auprès des membres du comité de pilotage alimentation, d'institutions publiques telles que les HUG, l'IMAD ou l'Hospice général, des acteurs de l'aide sociale comme CARITAS, le CSP, la Fondation Partage et le Centre social protestant, des partenaires sociaux, des chambres de commerce et d'industrie, de la Communauté genevoise d'action syndicale, de la Fédération des entreprises romandes, de l'Union des associations patronales, du réseau de l'économie sociale et solidaire, de l'association Ma-Terre, de la FRC, ainsi que des partis politiques et des milieux académiques, notamment l'Université de Genève, la Haute école de santé et la Haute école de travail social. Plus de 83% des réponses soutiennent l'avant-projet de loi. Les milieux académiques et de la santé l'ont largement plébiscité, au motif qu'il offre enfin une base légale en faveur d'une alimentation plus saine et plus durable. Il ne s'agit encore que d'un avant-projet, toujours en discussion, notamment avec les communes genevoises, appelées à jouer un rôle majeur non seulement dans l'aide alimentaire, mais aussi dans le financement du nouveau dispositif imaginé. Des discussions ont débuté en juin 2025. Il est espéré de pouvoir finaliser les derniers échanges au début de l'automne 2026. Un comité de pilotage a été mis en place entre le département et ses partenaires afin de traiter notamment les questions de gouvernance et de financement. Ces travaux font ressortir trois idées principales : d'une part, le droit à une alimentation adéquate ne vise pas seulement les personnes en situation de précarité, mais toute personne ; d'autre part, ce droit doit constituer le fondement d'une nouvelle politique publique ; enfin, l'alimentation doit englober une production locale saine, réalisée dans des conditions socialement et économiquement justes. Les travaux se sont articulés autour de quatre axes, à savoir la production des denrées alimentaires, la distribution alimentaire, la consommation et le gaspillage alimentaire. S'agissant de la production, deux principes ont été retenus, soit pérenniser et développer une production de denrées alimentaires durables, locales et diversifiées, et rendre ces produits accessibles sans discrimination. Concernant

la distribution, il a été recommandé d'envisager l'aide alimentaire sous l'angle de la diversité des publics et des besoins, ainsi que de soutenir des expériences pilotes, telles que les caisses alimentaires ou la Sécurité sociale de l'alimentation. Pour la consommation, plusieurs recommandations relèvent de la santé, notamment le soutien à une alimentation adéquate pour les populations vulnérables, l'encouragement à la consommation de produits locaux, la limitation de la promotion et de la distribution de produits ultra-transformés, ainsi que la mise en place d'une formation continue sur les enjeux d'une alimentation adéquate. Quant au gaspillage alimentaire, un travail avait déjà été mené par le département du territoire, à travers la direction de la durabilité et du climat, laquelle avait élaboré une feuille de route dont les objectifs ont été repris dans l'avant-projet de loi pour une alimentation solidaire et durable. Sur la base de ces 18 recommandations, des travaux législatifs et d'autres travaux complémentaires, un groupe interdépartemental dénommé Plateforme alimentation et politiques publiques a été mobilisé. Il s'agit d'un groupe constitué en 2016 par le département du territoire. Ce groupe réunit le département de l'instruction publique, le département de l'économie, le département de la santé, le département du territoire avec les volets Grand Genève agriculture, durabilité et climat, la Haute école de santé, l'association Ma-Terre, ainsi que le département de la cohésion sociale.

## **Présentation de la structure de l'avant-projet de loi**

L'avant-projet de loi commence par des dispositions générales portant sur le but de la loi, les objectifs sectoriels, ainsi que plusieurs définitions, notamment celle d'alimentation adéquate, de précarité alimentaire, de restauration collective, de boissons sucrées ou d'aliments ultra-transformés<sup>1</sup>. Le rôle des collectivités publiques fait toujours l'objet de discussions avec les communes.

Le deuxième chapitre concerne le dispositif de solidarité alimentaire, qui s'organise aujourd'hui en trois cercles. Le premier cercle correspond à un dispositif de restauration collective à bas seuil, accessible à toute personne en situation de précarité alimentaire. Le deuxième repose sur une carte alimentaire donnant accès à ce dispositif ainsi qu'aux colis alimentaires, principalement distribués par Colis du Cœur, et à d'autres formes d'aide. Le troisième cercle consiste en une aide monétaire visant à respecter le principe de dignité et à permettre aux personnes concernées de consommer dans un réseau de commerces. Pour accéder à cette carte alimentaire, l'avant-projet définit des

---

<sup>1</sup> [www.ge.ch/document/consultation-publique-avant-projet-loi-alimentation-solidaire-durable](http://www.ge.ch/document/consultation-publique-avant-projet-loi-alimentation-solidaire-durable)

critères d'octroi destinés à harmoniser les pratiques et à garantir une certaine égalité de traitement. Aujourd'hui, plus de 60 organismes distribuent des bons ou permettent l'accès à l'aide alimentaire, sans que les critères ne soient toujours clairs ni harmonisés. L'objectif est donc de centraliser le dispositif, d'unifier les critères et de limiter le nombre d'organismes habilités à délivrer les attestations. L'aide est pensée sous forme monétaire afin de garantir la dignité des bénéficiaires et de leur permettre de consommer dans des lieux non stigmatisants, ouverts à des horaires ordinaires, tout en choisissant librement les produits souhaités. Des discussions sont menées avec la grande distribution afin qu'elle accepte cette carte alimentaire. Celle-ci devra permettre l'accès à un réseau diversifié de lieux de distribution et de commerces, afin de faire évoluer le dispositif actuel vers une offre moins stigmatisante et favorisant le libre choix. La mise en œuvre de cette carte suppose un financement conjoint entre l'Etat et les communes. A ce stade, la forme d'une fondation de droit public a été privilégiée, même si les communes discutent aussi de l'hypothèse d'une fondation intercommunale. Il s'agit notamment de répondre à une invite de la motion 2636, qui demande la création d'un mécanisme financier pérenne. Le choix d'une fondation de droit public permettrait également de recourir à des financements mixtes. Aujourd'hui, l'aide alimentaire est essentiellement financée par des mécènes, l'Etat de Genève versant 4,5 millions de francs à la Fondation Partage dans le cadre d'un contrat de prestations, soit environ un tiers du financement total, le solde provenant de personnes privées. Plusieurs mécènes ont précisément demandé la création d'un système plus pérenne, ce à quoi répond la fondation envisagée. Un autre objectif consiste à encourager la grande distribution à mettre en place une offre alimentaire pour les petits budgets, soit à travers la carte alimentaire, soit à travers des mécanismes de rétrocession déjà existants dans d'autres pays. La grande distribution fait valoir la difficulté de mettre en place un dispositif spécifiquement genevois dans le cadre de groupes ayant une politique nationale. Une autre recommandation du comité de pilotage consiste à instituer la Fondation Partage comme centrale d'achat pour l'approvisionnement de l'aide alimentaire. Cette fondation n'est plus seulement une banque alimentaire, car la grande distribution produit de moins en moins d'invendus et Partage doit acheter toujours davantage d'aliments pour répondre à la précarité alimentaire.

Le troisième chapitre est consacré à la production, à la transformation et à la commercialisation des denrées alimentaires. S'agissant de la production, il s'agit de valoriser les produits sains et locaux, ce que prévoit déjà la loi sur la promotion de l'agriculture, à laquelle l'avant-projet renvoie largement. Un deuxième volet vise à encourager la transparence sur les aliments vendus. Cela répond notamment à la motion 3109, intitulée « Gardons le Nutri-Score à

Genève ! ». Le canton n'a pas la compétence de créer un système propre, mais l'avant-projet encourage fortement la distribution à utiliser les outils permettant de mieux informer les consommateurs sur le contenu des aliments. Cela est nécessaire si l'on souhaite encourager une consommation plus saine. Un autre objectif consiste à limiter les aliments à usage addictif, les produits ultra-transformés et les produits trop riches en matières grasses. Le dernier élément de ce chapitre vise à inciter la distribution à valoriser les produits locaux et à éviter le marketing de produits ultra-transformés auprès du jeune public. Cela répond à la motion 2888 intitulée « Protégeons nos enfants contre la promotion excessive de sucreries », ainsi qu'à une étude de la Fédération romande des consommateurs publiée au printemps 2026, laquelle montre une aggravation de la situation depuis une précédente étude datant de dix ans. Lors de la consultation publique, la grande distribution n'a pas formulé de remarques sur ces dispositions. Le chapitre suivant concerne la consommation et vise à promouvoir une alimentation saine et équilibrée. Différentes organisations, telles que l'Association suisse du diabète ou la Société suisse de pédiatrie, ont apporté leur soutien à la création de ce chapitre. Il s'agit notamment d'encourager les labels de qualité dans la restauration collective publique, ce qui répond également à une invite de la motion 2874. L'avant-projet prévoit l'interdiction de la promotion et de la distribution de produits ultra-transformés dans les établissements publics, en particulier dans les établissements scolaires. Cette mesure a toutefois suscité certaines difficultés, notamment dans les milieux hospitaliers et universitaires. Les HUG ont notamment fait valoir qu'il peut être compliqué, pour les patients ou leurs proches, de se restaurer en dehors des heures d'ouverture des restaurants, raison pour laquelle des discussions sont en cours pour remplacer les distributeurs actuels par des distributeurs proposant des produits plus sains. Un autre objectif est d'encourager la consommation d'eau, en réponse à une invite de la motion 2505 relative à la dépendance au sucre, qualifiée de fléau du siècle. Il n'est pas prévu de créer une taxe sur les boissons sucrées, mais plutôt de favoriser la consommation d'eau du robinet, notamment dans les établissements publics, ainsi que de limiter non seulement les boissons sucrées, mais aussi les boissons contenant beaucoup d'aspartame ou d'autres substances de substitution. Un moyen important de sensibiliser la population à une alimentation adéquate réside dans l'information, la formation et l'enseignement. A cet égard, les travaux parlementaires ont inspiré plusieurs mesures, telles que des campagnes de communication, de sensibilisation, d'accompagnement au changement de comportement et de formation continue sur les enjeux du droit à l'alimentation. Une demande des milieux de la restauration évoque le fait qu'une formation sur ces enjeux soit intégrée aux exigences liées à l'exploitation d'un restaurant. Il s'agit aussi de renforcer



l'éducation nutritionnelle dans l'enseignement, au-delà du module déjà existant en première année du cycle d'orientation. Le dernier chapitre de l'avant-projet de loi est consacré à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Celui-ci vise à mettre en œuvre la feuille de route élaborée par le département du territoire, notamment lors des manifestations publiques, à assurer un monitoring des mesures prises, à soutenir les filières de valorisation des invendus au profit de la banque alimentaire, à valoriser les denrées hors calibre ou abîmées, mais encore consommables, et à interdire la destruction des invendus alimentaires. Cette dernière mesure a suscité de nombreux commentaires de la part de la grande distribution, laquelle demande sa suppression. Il s'agit toutefois d'un élément clé de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Cette interdiction existe déjà dans des pays voisins. Il n'y a donc pas de raison qu'elle ne puisse pas être introduite à Genève, mais la question reste encore discutée.

Un dernier objectif consiste à accompagner la distribution dans l'adaptation des formats et des modes de vente, en encourageant par exemple la vente en vrac afin que les consommateurs achètent des quantités correspondant à leurs besoins réels et évitent le gaspillage.

L'avant-projet se termine par des dispositions finales et transitoires plus classiques, relatives notamment au traitement des données personnelles, à l'entraide administrative, aux voies de recours, à l'élaboration d'un règlement d'application et aux modifications d'autres lois. L'avant-projet répond à plusieurs invites de la motion 2636, notamment sur la création d'un mécanisme financier intercommunal pérenne pour l'aide alimentaire. La motion demande également de s'assurer, en concertation avec les entités actives dans l'aide alimentaire, que l'aide soit destinée aux bénéficiaires les plus vulnérables. Le dispositif de solidarité alimentaire permet précisément de tenir compte de la diversité des publics, certains bénéficiant d'une aide monétaire, d'autres d'une restauration ou de colis, notamment lorsque certaines personnes ne disposent pas d'une cuisine, par exemple parce qu'elles sont logées à l'hôtel. L'état des lieux des acteurs a notamment été réalisé à travers le comité de pilotage alimentation, même si le nombre d'associations actives dans l'aide alimentaire, supérieur à 60, rend difficile une exhaustivité complète. L'une des dernières invites consiste à mettre en place, sur la base de cet état des lieux, une démarche participative permettant de créer les conditions-cadres d'un système alimentaire durable territorialisé.

## **Une précarité alimentaire alarmante et en hausse**

Si l'on se fonde sur le rapport d'activité de Partage, cette fondation aidait 15 000 personnes par semaine, tandis que le rapport d'activité 2025 fait état de 17 250 adultes et enfants aidés chaque semaine, ce qui représente un public très important. Des travaux sont actuellement menés avec l'IREG et l'Université de Genève afin de mieux connaître le profil des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, parmi les bénéficiaires de cette aide figurent par exemple des personnes suivies par l'Hospice général, qui perçoivent le plein forfait et recourent néanmoins à l'aide alimentaire.

L'avant-projet de loi prévoit à cet égard une clause de subsidiarité, selon laquelle ces personnes ne devraient en principe pas se retrouver dans le dispositif d'aide alimentaire, dans la mesure où le forfait arrêté permet théoriquement de subvenir à leurs besoins alimentaires. Il peut arriver que certaines d'entre elles se trouvent ponctuellement en difficulté, ce qui suppose alors d'imaginer un autre mécanisme que celui prévu dans l'avant-projet. Un travail est en cours afin d'analyser plus finement la composition de ces 17 250 personnes, certaines relevant d'une grande précarité et devant continuer à bénéficier de la restauration collective à bas seuil, tandis que d'autres se trouvent dans une situation de difficulté plus provisoire, avec l'espoir qu'elles puissent retrouver un emploi et sortir de la précarité alimentaire.

## **Un processus lancé, un avant-projet de loi en évolution**

Des discussions sont toujours en cours avec les communes, dans la mesure où tout ce qui concerne le dispositif de solidarité alimentaire devrait être financé essentiellement par celles-ci. Il faut également déterminer avec elles les modalités d'organisation de l'accompagnement ou de la consultation sociale des bénéficiaires, laquelle devrait aussi relever des communes. Au moment de la consultation publique, plusieurs remarques pertinentes ont également été formulées, de sorte que le texte sera effectivement modifié. Certains éléments devraient vraisemblablement subsister, tout en précisant que la question de la fondation envisagée dans l'avant-projet de loi a suscité de nombreuses critiques, plusieurs remarques ayant porté sur le fait qu'il s'agirait de créer une nouvelle fondation alors qu'il existe déjà des structures en place auxquelles le dispositif pourrait éventuellement être rattaché. La fondation de droit public telle qu'elle a été imaginée dans l'avant-projet soulève également une difficulté de gouvernance. Si ce sont les communes qui financent principalement le dispositif, elles souhaitent logiquement que celui-ci relève de leur gouvernance plutôt que de celle de l'Etat. C'est précisément l'un des points en cours de réexamen. Les principales critiques portent ainsi sur le

chapitre relatif à l'organisation, en lien avec le rôle des communes, ainsi que sur celui consacré au dispositif de solidarité alimentaire, ces deux volets faisant actuellement l'objet d'une révision avec les communes. Les autres chapitres ont eux aussi suscité des remarques pertinentes, des demandes de précisions ou la mise en évidence de lacunes qu'il conviendra de compléter. Le texte est appelé à évoluer de manière significative.

L'audition de Ma-Terre a permis de rappeler que le projet de loi, dans sa teneur actuelle, a déjà donné lieu à la consultation de diverses parties intéressées, y compris non partisans, et que Ma-Terre a également été entendue dans ce cadre, tout comme sur d'autres projets, en ayant pu faire part de son avis sur l'avant-projet. L'avant-projet est complexe et aborde principalement la question du droit à l'alimentation, en reprenant certains éléments déjà connus, tout en proposant une forme de gouvernance centrée avant tout sur cet aspect. La précarité alimentaire ne constitue toutefois pas le cœur de l'activité de Ma-Terre. L'objectif de l'association consiste avant tout à favoriser, de manière générale, une alimentation plus locale et plus durable à l'échelle du territoire genevois, ce qui constitue déjà un enjeu important et concerne l'ensemble de la population. La précarité alimentaire relève d'un autre champ, dans lequel interviennent déjà de nombreux acteurs spécialisés.

L'idée de l'avant-projet de loi, en matière de gouvernance, est de mettre en place une forme de contrat territorial alimentaire réunissant à la fois les pouvoirs publics, les milieux professionnels et la société civile, afin de faire travailler ensemble l'ensemble des composantes de la société autour de l'alimentation durable. La composition de cette future gouvernance est encore en discussion. Un atelier d'approfondissement doit permettre d'atteindre un équilibre adéquat. Les expertes et experts mobilisés jusqu'ici pour élaborer le premier plan d'action et la proposition de gouvernance n'ont pas été choisis pour intégrer nécessairement la future gouvernance, mais pour apporter une expertise professionnelle et sectorielle.

La commission estime que l'avant-projet de loi répond à plusieurs invites de la motion M 2636-A contenues dans l'amendement général, et que celui-ci, daté, trouve sa réalisation dans l'avant-projet de loi. Pour rappel :

« à soutenir financièrement la fondation Partage et les Colis du Cœur durant la crise du COVID-19 ; – à établir une cartographie complète de l'ensemble des entités publiques et privées, des associations, structures de quartier et autres acteurs ayant mis en place un type d'aide alimentaire et que ceux-ci soient inclus dans la répartition de ce mécanisme ; – à s'assurer d'une véritable coordination entre les différents acteurs concernés (canton, ACG, associations) ; – à favoriser les produits genevois et GRTA dans

l'approvisionnement de leurs produits envers les associations et structures actives dans l'aide alimentaire dans le canton de Genève. »

## Conclusions

Au terme de ses travaux, la commission estime avoir reçu de nombreuses informations complémentaires à l'examen de la M 2636-A. La commission estime que cette motion est quelque peu datée, étant issue du contexte du covid. La situation a depuis évolué, avec notamment la votation populaire et le travail entrepris autour de l'avant-projet de loi. La commission estime pertinent de se projeter vers l'avenir à travers le futur texte de loi dont le Grand Conseil sera prochainement saisi. Ce projet de loi est désormais à un stade avancé. La commission estime qu'il est important d'en soutenir le principe et le dépôt afin que les députés puissent y travailler en commission.

En regard des éléments présentés lors de l'examen de la M 2636-A, ce travail sera conséquent. Chacune et chacun y trouvera probablement des éléments manquants ou des points à approfondir. Au vu l'ampleur du champ couvert, il demeure toutefois difficile d'apprécier pleinement à ce stade ce que sera le projet définitif.

Au terme de ses travaux, la commission des affaires sociales relève la pertinence de la motion 2636-A, et de ses invites, mais n'estime pas utile de renvoyer cette motion au Conseil d'Etat pour que celui-ci se prononce dans un rapport.

Il s'agit désormais pour le Grand Conseil de pouvoir travailler sur le projet de loi qui sera déposé par le Conseil d'Etat à l'automne 2026 afin de concrétiser la volonté populaire du droit à l'alimentation.

Le vote sur le renvoi au Conseil d'Etat de la motion 2636-A est conséquemment le suivant :

Oui :	—
Non :	15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG)
Abstentions :	—

***Le renvoi au Conseil d'Etat de la motion 2636-A est refusé.***

Le renvoi au Conseil d'Etat de la motion 2636-A pour soutenir l'aide alimentaire pour répondre à l'urgence sociale est donc refusé à l'unanimité de la commission des affaires sociales.

# **Commission des affaires sociales**

## **Droit à l'alimentation**

Mardi 21 avril 2026

Point de situation sur l'avancement  
de la mise en œuvre du droit à l'alimentation  
garanti à l'art. 38A Cst. GE



Département de la cohésion sociale  
Secrétariat général

21/04/2026 - Page 1

1. PRINCIPAUX ELEMENTS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT A L'ALIMENTATION
2. PRESENTATION DE L'AVANT-PROJET DE LOI POUR UNE ALIMENTATION SOLIDAIRE ET DURABLE
3. PRINCIPALES INVITES DES M 2636-A ET M 2700-B EN LIEN AVEC L'AVANT-PROJET DE LOI

## 1. PRINCIPAUX ELEMENTS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT A L'ALIMENTATION

- **Art. 38A de la Constitution genevoise** : *"Le droit à l'alimentation est garanti. Toute personne a droit à une alimentation adéquate, ainsi que d'être à l'abri de la faim."*
- Les **travaux législatifs (PL 12811-A)** indiquent que :
  - le droit à l'alimentation adéquate n'est pas destiné aux seules personnes en situation de précarité,
  - il constitue le fondement d'une future politique publique de l'alimentation,
  - l'alimentation englobe la production locale, saine, produite dans des conditions socialement et écologiquement justes.

21/04/2026 - Page 3

- **Objectif 1.4 du programme de législature** du Conseil d'Etat 2023-2028 :
  - L'Etat encourage une alimentation basée sur des produits locaux et de saison, accessible à tous.
  - La consommation d'aliments pauvres en matière grasse et en sucres, peu ou pas transformés, est favorisée.
  - L'Etat s'efforce de lutter contre la précarité alimentaire des ménages afin que tout le monde puisse accéder à un apport nutritionnel qualitativement et quantitativement adéquat.
  - La restauration collective, en particulier dans les établissements scolaires, est incitée à adhérer à un label d'alimentation équilibrée et durable.
  - La production locale et les circuits courts sont favorisés, contribuant ainsi à la durabilité de notre approvisionnement et de notre développement, tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre.

21/04/2026 - Page 4

▪ **Principales recommandations du COPIL Alimentation :**

a) sous l'axe de la production de denrées alimentaires :

- pérenniser et développer la production de biens alimentaires durables, locaux et diversifiés;
- rendre accessibles les produits locaux sans discrimination;

b) sous l'axe de la distribution alimentaire :

- envisager l'aide alimentaire sous l'angle de la diversité des publics et des besoins en maintenant et développant des dispositifs diversifiés et complémentaires;
- soutenir des expériences pilotes, telles que les caisses alimentaires ou la sécurité sociale de l'alimentation;

21/04/2026 - Page 5

c) sous l'angle de la consommation :

- soutenir une alimentation adéquate pour la population vulnérable;
- encourager la consommation de produits locaux en vue d'assurer une alimentation saine, équilibrée et locale, et favoriser les labels de qualité dans la restauration collective financée par les collectivités publiques;
- limiter la promotion et la distribution de produits ultra-transformés, en particulier dans les établissements scolaires;
- proposer une formation continue sur les enjeux d'une alimentation adéquate;
- encourager la grande distribution à valoriser les produits sains.

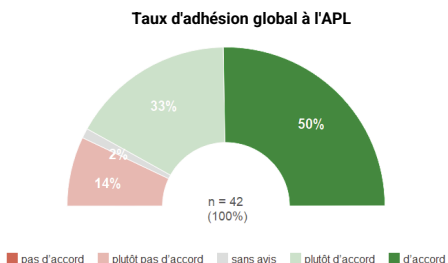
d) sous l'angle du gaspillage alimentaire :

- travaux de la direction de la durabilité et du climat (DT).

21/04/2026 - Page 6

## ■ Consultation publique de l'avant-projet de loi pour une alimentation solidaire et durable

- Calendrier : 08.10.25-15.01.26
- Plus de 200 réponses
- Entités consultées (\*) : 57
- Nombre de répondants : 42
- Taux d'accord global : 83%



(\*) les entités consultées peuvent être regroupées par catégories comme suit : Etat, institutions publiques, acteurs de l'aide sociale, partenaires sociaux, communes, partis politiques, entités académiques.

21/04/2026 - Page 7

## 2. PRESENTATION DE L'AVANT-PROJET DE LOI POUR UNE ALIMENTATION SOLIDAIRE ET DURABLE

21/04/2026 - Page 8



## Dispositions générales :



21/04/2026 - Page 9

## Dispositions générales :

- But principal mettre en œuvre du droit à l'alimentation et objectifs sectoriels;
- Définitions de l'alimentation adéquate, précarité alimentaire, restauration collective, boissons sucrées, aliments ultratransformés, etc.
- Rôle exemplaire de l'Etat;
- Compétences et organisation : tâches des collectivités publiques, rôles et compétences du canton et des communes.

21/04/2026 - Page 10

## Dispositif de solidarités alimentaires :



21/04/2026 - Page 11

## Dispositif de solidarités alimentaires :

- L'Etat définit des critères d'octroi permettant de bénéficier d'une aide alimentaire;
- L'Etat définit un nombre limité d'organismes chargés de vérifier l'éligibilité des bénéficiaires;
- L'octroi de la prestation se fait sous forme monétaire;
- Les cartes donnent accès à un réseau diversifié de lieux de distribution et de commerces offrant une alimentation adéquate;

21/04/2026 - Page 12

## **Dispositif de solidarités alimentaires (suite) :**

- Mettre en place un financement conjoint Etat-communes sous la forme d'une fondation de droit public ou d'une entité intercommunale;
- Encourager les mécènes, la grande distribution et autres partenaires à soutenir cette nouvelle entité;
- Encourager la grande distribution à mettre en place une offre alimentaire pour les petits budgets;
- Instituer la fondation Partage, en tant que centrale des achats, pour approvisionner la restauration collective et les lieux d'hébergement aidant les personnes en situation de précarité alimentaire.

21/04/2026 - Page 13

## **Production, transformation et commercialisation :**



21/04/2026 - Page 14

## Production, transformation et commercialisation :

- Valoriser les produits sains et locaux;
- Encourager la transparence sur les aliments vendus;
- Préconiser la limitation d'usage d'additifs, d'ingrédients ultratransformés, de teneur en sucre, en sel ou de matières grasses saturées;
- Inciter la grande distribution à valoriser les produits locaux et de saison et à réduire le marketing de produits ultratransformés auprès des enfants et des jeunes

21/04/2026 - Page 15

## Consommation :



21/04/2026 - Page 16

## Consommation :

- Promouvoir une alimentation saine et équilibrée;
- Encourager les labels de qualité pour la restauration collective publique;
- Interdire la promotion et la distribution de produits ultratransformés dans les établissements publics, en particulier dans les établissements scolaires;
- Encourager la consommation d'eau

21/04/2026 - Page 17

## Information, formation et enseignement :



21/04/2026 - Page 18

## Information, formation et enseignement :

- Développer des campagnes de communication et de sensibilisation en matière d'alimentation adéquate;
- Accompagner un changement des pratiques comportementales;
- Proposer une formation continue sur les enjeux du droit à l'alimentation;
- Assurer un enseignement en matière d'éducation nutritionnelle.

21/04/2026 - Page 19

## Gaspillage alimentaire :



21/04/2026 - Page 20

## **Gaspillage alimentaire :**

- Mettre en œuvre une feuille de route en matière de lutte contre le gaspillage à l'Etat et lors de manifestations publiques;
- Assurer un monitoring de l'efficacité des mesures prises;
- Soutenir les filières de valorisation des invendus au profit de la banque alimentaire;
- Valoriser les denrées alimentaires hors calibres ou abîmées;
- Interdire la destruction des invendus alimentaires;
- Accompagner la distribution pour adapter les formats et modes de vente.

21/04/2026 - Page 21

## **Dispositions finales et transitoires :**



21/04/2026 - Page 22

## **Dispositions finales et transitoires :**

- Traitement des données personnelles et entraide administrative;
- Voies de recours;
- Élaborer un règlement d'application;
- Modifications à d'autres lois.

21/04/2026 - Page 23

### **3. PRINCIPALES INVITES DES M 2636-A ET M 2700-B EN LIEN AVEC L'AVANT-PROJET DE LOI**

- ✓ Créer un mécanisme financier cantonal et intercommunal pérenne de l'aide alimentaire;
- ✓ S'assurer, en concertation avec les entités œuvrant dans l'aide alimentaire, que l'aide apportée soit donnée aux bénéficiaires les plus vulnérables et soit approvisionnée par des produits locaux;
- ✓ Faire un état des lieux des acteurs engagés et porteurs de la thématique alimentaire;
- ✓ Sur la base de cet état des lieux, mettre en place une démarche participative avec l'ensemble des acteurs afin de définir les conditions-cadres d'un système alimentaire durable territorialisé qui leur garantit la mise en œuvre de bonnes pratiques et n'affecte pas leur liberté économique et sociale.

21/04/2026 - Page 24